

LA FINANCE VERTE POUR LES PAYS EN DEVELOPPEMENT : BESOINS, PREOCCUPATIONS ET INNOVATIONS

Résumé et principales conclusions

CONTEXTE

Ce rapport présente les préoccupations et besoins principaux des pays en développement en relation avec la finance verte, avec une attention particulière pour ceux qui ne sont pas membres du G20. Il souligne également des innovations émergentes, s'appuyant en particulier sur un engagement avec des professionnels et des régulateurs du Bangladesh, de Colombie, d'Égypte, du Honduras, de Jordanie, du Kenya, de l'Île Maurice, de Mongolie, du Maroc, du Nigeria, des Philippines, de Thaïlande et du Viet Nam, ainsi que sur les conclusions des études sur les pays de l'Enquête du PNUE.¹

La finance verte est une stratégie pour le secteur financier et le développement durable en général qui est pertinente partout dans le monde. Mais le contexte varie considérablement d'un pays à l'autre. Les pays en développement, notamment ceux dont les systèmes financiers sont peu développés, font face à des défis particuliers pour le financement de leurs priorités nationales de développement.

Le développement financier informe le contexte pour la finance verte. Différentes sources de capital et institutions financières sont particulièrement appropriées selon les pays. Le système financier dans les pays en développement est caractérisé par un secteur bancaire dominant, et laisse de larges pans de l'économie hors du secteur financier formel. Le financement public et l'investissement étranger direct peuvent être des sources d'investissement de long terme particulièrement intéressantes.

D'une manière générale, les préoccupations et actions pour aligner le financement avec le développement durable se concentrent dans trois domaines :

- **EMPECHER LE FINANCEMENT DE PRATIQUES ILLICITES ET L'EXPLOITATION D'UNE FAIBLE APPLICATION DES REGLEMENTATIONS.** Une faible application des politiques environnementales, économiques et sociales peut mener à des conflits sociaux et avoir un impact sur le marché causant des pertes pour les prêteurs et investisseurs, voire des risques de stabilité macroéconomique.
- **CREER DES OPPORTUNITES POUR L'INVESTISSEMENT VERT.** Nombreux sont les pays où des opportunités pour la finance verte, comme les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, le développement agricole et la productivité des Petites et Moyennes Entreprises (PME), ainsi que le marché de l'assurance sont potentiellement viables sur le plan commercial, mais inadéquates en raison de barrières à l'offre ou la demande.

¹ Les études sur les pays de l'Enquête du PNUE sur le Bangladesh, le Brésil, la Chine, la Colombie, l'Inde, l'Indonésie et le Kenya sont disponibles sur le site www.unepinquiry.org.

- **EXPLORER DES SOLUTIONS AUX DILEMMES ET ARBITRAGES.** De nombreux pays en développement sont confrontés aux besoins antagonistes d'augmenter l'offre d'électricité et de réduire l'intensité en carburants fossiles. De même, le financement des PME est un domaine où les régulateurs doivent prendre garde à ce que les exigences en matière de prêts ne débouchent sur une réduction du crédit aux entreprises ou sur une augmentation des créances douteuses et de l'instabilité financière.

PRINCIPALES CONCLUSIONS

PRINCIPALES CONCLUSIONS DES PAYS EN DEVELOPPEMENT :

1. **APPROCHE INTEGREE** – Il est fortement souligné que les considérations environnementales dans le financement soient abordées en conjonction avec les questions et priorités économiques et sociales, en particulier l'accès des PME à la finance.
2. **DILEMMES, LACUNES ET ARBITRAGES** – Les mesures internationales pour promouvoir le financement vert de la transition vers une économie verte ne devraient pas sacrifier la compétitivité, le capital, le développement et l'inclusion financière des pays en développement.
3. **IMPACTS DES DEVELOPPEMENTS INTERNATIONAUX** – Les développements du système financier international, y compris dans les principaux centres financiers nationaux, ont un impact positif et négatif sur les pays en développement. Les délibérations et actions du G20 sont ainsi un sujet clé pour tous les pays en développement qui aspirent au développement durable.

ACTIONS DES PAYS EN DEVELOPPEMENT :

4. **COLLABORATION AU NIVEAU NATIONAL** – Des stratégies et feuilles de route nationales pour aligner le développement du système financier avec les besoins du développement durable sont élaborées dans nombre de pays avec l'implication d'acteurs publics et privés, combinant des approches axées sur le marché avec des politiques, régulations et standards. Ces processus sont essentiels pour dépendre moins d'individus ou institutions pionniers.
5. **POTENTIEL DE RUPTURE** – De nouveaux modèles commerciaux dans le système financier, comme ceux que permettent les moyens mobiles de paiement ou les registres « blockchain », peuvent faire réaliser des bonds technologiques vers des marchés financiers plus inclusifs et plus verts. Ceux-ci pourraient être promus tout en reconnaissant la nécessité de garantir l'intégrité et la robustesse des marchés financiers.

BESOINS SPECIFIQUES DES PAYS EN DEVELOPPEMENT :

6. **INVESTISSEMENTS ETRANGERS DIRECTS** – Un défi clé est de soutenir la finance verte de long terme en amont du développement d'un marché obligataire local mature. Cela peut se faire via des financements mixtes, utilisant des instruments publics d'investissement institutionnel et intégrant des considérations de finance verte dans l'investissement étranger direct, ainsi que par l'émission pionnière d'obligations vertes.
7. **DEVELOPPEMENTS DU SYSTEME FINANCIER** – Les pays en développement doivent avoir la possibilité de contribuer à la pratique et au débat internationaux, via le G20 et d'autres fora appropriés.
8. **PARTAGE INTERNATIONAL DES CONNAISSANCES** – Une coopération renforcée est nécessaire pour partager les expériences entre les pays, utilisant, prolongeant et connectant les plateformes et initiatives existantes.